

## TEMOIGNAGE

### de rupture du lien parent-enfant

### par mise en place d'un processus d'aliénation parentale

BRUSCHETTA Carole

Mère de PHILIBERT Benjamin

Mail: sanlaville.carole@laposte.net

Portable: 06 25 48 89 87

**Octobre 2000** : Après 11 ans de mariage et deux enfants, mon ex-mari et moi nous nous séparons.

**Juin 2002** : Je m'installe avec mes enfants chez mon nouveau compagnon.

**Février 2003** : Le divorce est très conflictuel. Mon ex-mari ne demande pas la garde de nos enfants et il part s'installer à 500 km avec sa nouvelle compagne.

**Septembre 2003** : Après 1 an de fortes pressions et de promesses de la part de son père, mon fils alors âgé de 12 ans déclare vouloir vivre avec lui. Après mûres réflexions, je fini par demander le changement de résidence.

A partir de cette date et à chaque vacances scolaires, mon fils nous relate sa vie très dure chez son père qui est en déplacement toute la semaine. Il est élevé par la compagne de ce dernier qui le dénigre, le prive de nourriture et le questionne en permanence sur notre vie de famille.

Malgré ce mal être et le fait que je lui propose de revenir vivre avec moi, mon fils a peur de décevoir son père et préfère rester chez lui.

**Avril 2004** : Mon ex-mari est condamné pour abandon de famille et non paiement de pension alimentaire.

**Novembre 2004** : Naissance de mon petit garçon.

A cette période, devant l'insistance de son père et de sa compagne à venir résider chez eux, ma fille âgée de 10 ans commence à développer des troubles anxieux à chaque fois qu'elle doit s'y rendre. Elle ne veut plus y aller et suit un traitement pour calmer ses angoisses. Elle dit que chez son père, c'est la gestapo et qu'il ne cesse de la questionner sur notre vie.

**18 Juillet 2005** : Alors que nous rentrons de vacances en famille, je reçois une requête du JAF. Mon ex-mari demande l'exercice de l'autorité parentale seul, la fixation de la résidence chez lui et la modification du droit de visite et d'hébergement ainsi qu'une pension alimentaire.

Il prétexte que, fort des révélations "spontanées" de notre fils à sa belle-mère et à ses observations personnelles, notre fille serait en danger chez moi, suite à des maltraitements subies de la part de mon compagnon.

La même journée, mon fils fugue avec la complicité de mon ex-belle famille qui organise son retour chez son père.

Je contacte un avocat, tente d'obtenir des informations en me rendant à la brigade des mineurs.

Tout est compliqué car la requête vient d'un autre département et que personne n'est encore informé.

Nul ne veut écouter ma fille qui ne cesse de répéter que son père est un menteur, que tout est faux, **mais la machine judiciaire est en marche et nous ne contrôlons plus rien.**

Ma fille refuse de se rendre en vacances chez son père en août. Elle a peur de ne jamais pouvoir en revenir. Elle me dit qu'ils vont lui "**bourrer le crane**" et qu'elle finira par dire ce qu'ils veulent entendre.

Devant l'insistance de mon avocat, je la laisse partir en lui promettant de venir la chercher.

**Septembre 2005** : Le JAF transfère la résidence de ma fille chez son père par principe de précaution, le temps de l'enquête pénale.

Il est dit que je ne pourrais voir mes enfants qu'avec l'accord de leur père et une enquête sociale est ordonnée.

Il apparait qu'au mois **d'août 2005**, les enfants ont été entendus par les gendarme, que des accusations ont été portées à l'encontre de mon compagnon.

Dès le jugement, mon ex-mari met tout oeuvre pour me couper de mes enfants : il refuse de me les passer au téléphone, les prive de leur portable, change son numéro de téléphone fixe et ne veut pas que je les vois.

**Octobre 2005** : Dernière fois que je peux communiquer avec mes enfants au téléphone fixe et la conversation est contrôlée par leur père et sa compagne. Les enfants sont agressifs et me réclament de l'argent.

Je continue à leur écrire chaque semaine sans aucun retour. Je leur fais également parvenir des cadeaux et des photos (qu'ils n'auront jamais).

**Février 2006** : Sans nouvelle de mes enfants depuis plusieurs mois.

Mon ex-mari fait appel du jugement de janvier 2006 qui constate que les parents exercent en commun l'autorité parentale et organise des visites au centre de médiation de leur département. Le juge ordonne une enquête sociale et l'examen psychologique des enfants.

**Mars 2006** : Je me présente accompagné de mon fils de 16 mois au centre de médiation, à 500 km de chez nous. **Mon ex-mari n'y a pas accompagné nos enfants, il ne le fera jamais.** Je dépose plainte pour non présentation d'enfant, **six autres plaintes suivront.**

**Avril 2006** : Je ne crois plus en la justice. J'écris mon désespoir de revoir un jour mes enfants à mon avocat, lui indiquant que je commence une grève de la faim. Quelques jours plus tard, **je fais une tentative de suicide.**

**Juin 2006** : Après deux enquêtes sociales contradictoires, une même enquêtrice est désignée pour rencontrer les deux parties. Dans sa conclusion elle s'interroge sur la pertinence de la résidence principale des enfants au domicile du père soupçonnant qu'ils sont **victimes de manipulations (ma fille lui a avoué qu'elle mentait)**. Il paraît essentiel selon elle de **retirer les enfants du domicile du père** afin qu'ils puissent se retrouver dans un espace **neutre**. Elle souligne que j'ai l'autorité parentale conjointe et qu'il est important que je puisse me réapproprier mon rôle de mère.

**Aucune suite ne sera donnée à cette enquête.**

**Septembre 2006** : Le juge statue que faute pour mon ex d'avoir consigné la somme mise à sa charge pour les frais d'expertises psychologiques ordonnées en janvier, ceci n'ont pas pu être réalisés.

**Novembre 2006** : Je me rends devant l'expert. (à 500 km)

**Décembre 2006** : Une nouvelle fois, mon ex utilise les lenteurs de la justice : l'audience devant le juge sera reportée car il a prit rdv le même jour avec l'expert **pour présenter les enfants. Il s'y rendra seul et ne les présentera pas.** Il fera savoir au JAF qu'il envisage de ne pas procéder à cette mesure d'investigation.

**Janvier 2007** : Mon ex mari et nos enfants se rendront enfin devant l'expert.

**Février 2007** : Désignation d'un administrateur ad hoc pour les enfants.

**Mars 2007** : Expertises psychiatriques de mon compagnon et moi même.

**Mai 2007** : La cour d'appel dans son arrêt, constate que la multiplicité des investigations policières, psychologiques, sociales nécessaires, n'est pas en l'état de nature à favoriser un apaisement de conflit.

Les enfants apparaissent désormais pris dans **un conflit de loyauté**. Le président confirme les mesures concernant **l'autorité parentale conjointe et mon droit de visite**.

**Juin 2007** : Conclusions de l'enquête psychologique : l'expert se questionne sur le contenu des déclarations de mes enfants et également sur un **syndrome d'aliénation parentale** difficile à mettre en évidence ou les enfants se sont alignés sur la position de victime tenue par leur père. Indique que les enfants n'ont peut-être pas mesuré la **gravité de leurs accusations**. Signale que **l'aliénation parentale est considéré comme une forme d'abus**, que le lien peut-être définitivement rompu. Seule la loi peut agir. Il conseille **l'éloignement de mes enfants dans un lieu neutre**. **Malheureusement ces conclusions ne seront pas suivies d'effet.**

**Octobre 2007** : Deux années sans nouvelles de mes enfants. Le tribunal de grande instance déclare mon ex-mari responsable du préjudice moral et matériel que j'ai subi pour **"non représentation d'enfant à une personne ayant le droit de les réclamer"**, à 7 reprises et le condamne à des réparations.

**Novembre 2007** : **Ma demande d'assistance éducative pour mes enfants a été classée sans suite.**

**Décembre 2007** : Le juge d'application des peines fait savoir que mon ex-mari ne peut pas me remettre les enfants en lieu neutre puisque ce service n'existe plus dans leur département. Il m'invite à saisir le Jaf pour modifier le lieu de rencontre.

**LE 28 JANVIER 2008** : après trois ans et demi sans nouvelle de mon fils, il reprend contacte avec moi. Il est à présent interne. Je n'ai jamais cessé de lui écrire et de rechercher où il était scolarisé. Au mois de juillet, à l'occasion de ses 18 ans, il reverra ses grand-parents maternelles ainsi que sa famille maternelle et ses amis. C'est une immense joie que je n'espérais plus.

**Avril 2008** : Création de l'association **"Pour l'application des droits de visite de Carole"** qui deviendra par la suite l'Association pour le Lien Parent-Enfant (A.L.P.E) qui milite pour une reconnaissance de l'aliénation parentale, et viendra en aide à des pères et des mères victimes comme moi de ce fléau.

**Après trois ans d'enquête pénale**, le tribunal prononce **un non lieu envers mes parents, mon compagnon et moi-même pour viols sur mineur de 15 ans par personne ayant autorité, complicité de viol sur mineur de 15 ans et non dénonciation de crime.**

Il est trop tard pour ma fille, le lien avec sa famille maternelle, ses amis et moi même est rompu.

**Décembre 2008 à avril 2009** : Un nouveau calendrier de visites est mis en place à l'UDAF du lieu de résidence des enfants : **Je n'ai jamais rencontré ma fille.** Lors des trois premières rencontres, ma fille a été reçue par un intervenant qui m'a informé que ma fille ne voulait pas me rencontrer. Son père était à l'intérieur du centre, il ne l'a jamais laissée seule. Il se contentait de signer la feuille de présence et de repartir avec notre fille.

La visite suivante, il avait été convenu que ma fille resterait 2 heures comme le précisait le jugement. Alors que j'étais reçu par un intervenant, ma fille a appelé son père qui est venu la récupérer en faisant scandale.

**Ces visites ont été une fois de plus un échec.**

**Février 2009 :** Je suis déboutée de ma demande qui consistait à fixer la résidence principale de mon fils à mon domicile. Depuis qu'il a repris contact avec moi, son père refuse de le prendre en charge. J'ai dû alerter les services sociaux. Je demande qu'il soit hébergé chez un ami le week-end et continue à être interne la semaine.

**Juin 2009 :** Mon fils qui vit toujours à 500 km de chez moi est recueilli par la maman d'un ami. Dès sa majorité, en juillet, je le rattache avec moi. Il est interne la semaine et vit chez son ami quand il n'est pas au lycée. Il vient me voir à chaque vacances scolaires.

Je fais un courrier à l'aide sociale à l'enfance pour demander des visites médiatisées afin de rencontrer ma fille. (sans suite).

**Février 2010 :** Devant les difficultés rencontrées sur place, mon fils revient définitivement vivre auprès de moi.

**Novembre 2010 :** Je demande au Jaf de bien vouloir établir un nouveau calendrier de visites en lieu neutre avec ma fille et fait part des difficultés que mon fils rencontre depuis qu'il a repris contact avec moi (mis à la porte de chez son père sans recourses à la demande expresse de sa belle-mère et sans opposition de son père).

**Juin 2011 :** Je fais une dernière tentative auprès de la justice avant la majorité de ma fille afin de favoriser le rétablissement des liens.

Je suis convoquée devant le Juge des enfants. Ma fille est collée à son père comme si je représentais une menace pour elle. Elle ne m'a jamais regardé. **Le Juge a demandé à mon ex s'il considérait que notre fille était en danger avec lui!** Ma fille maintenait ses accusation. **Le Juge m'a demandé de reconnaître la véracité des accusations** si je voulais que ma fille me revienne. Je dois selon lui accepter que ma fille ne veut plus que je fasse parti de sa vie.

Je suis sortie de l'audience anéantie. Aucune connaissance du dossier de la part de ce Juge, six années à se justifier d'accusation mensongères. Aucun lien entre les différents intervenants, les différentes institutions. Des expertises et enquêtes sociales pertinentes dont les conclusions ne sont pas retenues. **Tout aura été fait pour conforter ma fille dans ses positions. Personne n'aura essayé de rétablir un lien entre mes enfants et moi.**

Malgré le retour de son frère, ma fille reste prisonnière de ses mensonges devenus pour elle une réalité. Elle ne veut plus voir son frère depuis qu'il a repris contact avec moi. Une dernière tentative de reprise de contact par mes parents, après sa majorité s'est soldée par un échec sans appel. Il est désormais trop tard pour ma fille. Quant à mon ex-mari, à ce jour il ne s'est toujours pas acquitté des dommages et intérêts pour le préjudice que j'ai subi et ne prend aucune nouvelle de notre fils depuis son retour à mes côtés.

A Echirolles, le 27/11/2013

Carole BRUSCHETTA

